

## 24 HEURES

## ◆ AUTRICHE

**Un ancien leader d'extrême droite exclu de son parti**

L'ancien chef du parti d'extrême droite FPÖ, Heinz-Christian Strache, a été exclu ce vendredi du parti, qu'il avait porté au pouvoir et dont il a provoqué la déroute après un scandale de corruption, où il avait été filmé en caméra cachée en train de proposer des marchés publics en 2017 à une jeune femme qui se faisait passer pour la nièce d'un oligarque russe.

## ◆ ALLEMAGNE

**Un mort et plusieurs blessés dans une explosion**

Un homme de 78 ans est décédé et une dizaine de personnes ont été blessées vendredi dans l'est de l'Allemagne lors d'une explosion dans un immeuble, probablement provoquée par une mauvaise manipulation d'un chauffage à gaz, a indiqué la police.

## ◆ TURQUIE

**L'ambassadeur états-unien convoqué**

La Turquie a convoqué ce vendredi l'ambassadeur des États-Unis pour protester contre l'adoption par le Congrès d'une résolution qui reconnaît comme génocide le massacre planifié de centaines de milliers d'Arméniens par les Ottomans il y a un siècle, ce que s'obstine à réfuter Ankara.

## ROYAUME-UNI

# Boris Johnson a remporté son pari

**Le Premier ministre britannique a une majorité pour mener à bien la sortie du Royaume-Uni de l'Europe au 31 janvier.**

● Philippe LERUTH

**A**vec 365 élus sur 650, le Premier ministre conservateur britannique, Boris Johnson, ne s'est pas contenté de conquérir la majorité qu'il recherchait, pour mener à bien la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne à la date du 31 janvier : en gagnant 48 sièges, il a offert à son parti une victoire historique.

« Pour lui, c'est un véritable triomphe personnel. Car si les conservateurs l'ont emporté, c'est largement grâce à son engagement dans la campagne », commente Iain Begg, professeur à l'Institut européen de la London School of Economics and Political Science.

### L'échec de Jeremy Corbyn

« Affiché sur les podiums de tous les candidats conservateurs, son message politique en trois mots était très clair : "Get Brexit done !", "Réalissons le Brexit" ! » poursuit l'analyste.

En face, les travaillistes, ramenés à 203 sièges (-52 élus) subissent une de leurs pires déroutes électorales,



Une campagne efficace pour le Premier ministre Boris Johnson.

« qui est un échec personnel pour Jeremy Corbyn », reprend Iain Begg.

Le leader travailliste a déjà annoncé qu'il ne mènerait plus la prochaine lutte électorale à la tête de son parti. « Son indécision sur le Brexit et sur l'antisémitisme au sein du Labour ont été catastrophiques pour sa formation, et pour le pays tout entier », commente le politologue.

Jeremy Corbyn n'a en effet pas exprimé d'opinion claire à propos du divorce entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. « Et il n'a pas exclu du parti les membres qui avaient proféré des attaques antisémites. Peut-être en souvenir de ses manifestations contre Israël et sa

**Son message politique en trois mots était très clair : « Get the Brexit done ! »**

proximité avec le Hamas. Ou pour se garder un électorat musulman acquis aux travaillistes dans certains circonscriptions ».

### Des débats à nouveau agités

Les autres vainqueurs, relatifs, du scrutin, sont les indépendantistes du Scottish National Party (SNP) en Écosse, « où ils ont notamment fait tomber Jo Swanson, la leader écossais des Libé-

## Pas une Catalogne bis

Le nouveau raz-de-marée indépendantiste en Écosse va-t-il provoquer une crise de régime au Royaume-Uni ? Contrairement à David Cameron, en 2014, le Premier ministre, Boris Johnson, a déjà annoncé qu'il s'opposerait à un nouveau référendum sur l'indépendance écossaise. « Et le gouvernement de la Première ministre Nicola Sturgeon ne passera pas outre ce veto : l'Écosse ne vivra pas un scénario catalan », reprend Iain Begg.

D'autant que janvier s'annonce délicat pour le SNP : son ancien leader, Alex Salmond, va comparaître en justice, où il est en aveu sur les accusations d'agressions sexuelles, dont deux tentatives de viols, portée contre lui par dix femmes.

Phi. Le.

raux/Démocrates, opposés au Brexit », note Iain Begg.

Même s'ils ont perdu 7 de leurs 13 élus sortant en Écosse, « les conservateurs y représentent la principale force d'opposition face aux 48 députés du SNP », commente l'analyste. « Voilà qui promet de furieux débats au Parlement, dès la semaine prochaine ». Surtout si la question de l'indépendance écossaise (cf. ci-dessus) revient sur le tapis. ■

## RDC

## Tshisekedi défend son budget

**L**e président Félix Tshisekedi a défendu ce vendredi le projet de budget de la République Démocratique du Congo, jugé « irréaliste » par le Fonds Monétaire International (FMI), en détaillant ses premières mesures concrètes contre la corruption dans une ambiance survoltée au Parlement.

« Comment les gens peuvent-ils s'étonner que le gouvernement

propose un budget de 10 milliards de dollars avec 80 millions de Congolais ? », a déclaré le chef de l'État dans son premier discours sur l'état de la Nation devant le Parlement. Ce projet de budget, en discussion, est en forte hausse par rapport à celui de l'année en cours (5,5 milliards de dollars).

« Il est très rare qu'un pays soit capable d'augmenter ses revenus de 50 à 60 % d'une année sur

l'autre », a réagi le représentant du FMI à Kinshasa, Philippe Egoume, cité par Bloomberg.

« Je suis au courant de la persistance des pratiques de corruption et de l'existence de réseaux de fraude massive qui occasionnent des détournements et des manques à gagner pour le Trésor public », a répliqué Félix Tshisekedi. « Tous ces réseaux seront démantelés. » ■

## Chine et USA concluent la paix

**COMMERCE** ◆ La Chine a annoncé ce vendredi un accord commercial préliminaire avec les États-Unis, qui prévoit notamment une réduction progressive des droits de douane punitifs qui visent les produits chinois, après dix-neuf mois de tensions avec Washington. Les deux parties doivent cependant encore signer l'accord, a souligné un vice-ministre du Commerce, Wang Shouwen.

Cette annonce a été faite au lendemain de propos très optimistes du président américain Donald Trump sur Twitter.

Selon la Chine, le texte inclut neuf chapitres, sur la propriété intellectuelle, les transferts forcés de technologies, les produits alimentaires et agricoles, les services financiers, le taux de change, le renforcement des échanges commerciaux ou encore la résolution des différends.